



Organe subsidiaire de mise en œuvre

Soixante-deuxième session

Bonn, 16-26 juin 2025

Point 19 a) et b) de l'ordre du jour

Questions administratives, financières et institutionnelles

Budget-programme de l'exercice biennal 2026-2027

Autres questions administratives, financières et institutionnelles

Questions administratives, financières et institutionnelles

Projet de conclusions proposé par la Présidente

Recommandation de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

À sa soixante-deuxième session, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre a recommandé le projet de décision ci-après, pour examen et adoption par la Conférence des Parties à sa trentième session :

Projet de décision -/CP.30

Questions administratives, financières et institutionnelles

La Conférence des Parties,

Rappelant ses procédures financières, en particulier le paragraphe 5¹,

Rappelant également le paragraphe 2 f) de l'article 8 de la Convention et le paragraphe 2 de l'article 17 de l'Accord de Paris,

Ayant examiné les renseignements figurant dans les documents relatifs aux questions administratives, financières et institutionnelles établis par le secrétariat pour la session en cours, notamment le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2026-2027²,

Relevant que les renseignements de fond figurant dans les documents établis par le secrétariat ne représentent pas nécessairement les vues ou les interprétations des Parties,

Prenant note de l'amélioration de la méthode appliquée par le secrétariat pour établir le budget-programme de l'exercice biennal 2026-2027 par rapport à celle utilisée pour les précédents budgets-programmes, en particulier de la consultation précoce des Parties et de l'application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes,

¹ Décision 15/CP.1, annexe I.

² FCCC/SBI/2025/3, FCCC/SBI/2025/4 et Add.1, FCCC/SBI/2025/8 et Add.1 et 2, FCCC/SBI/2025/INF.1/Rev.1, FCCC/SBI/2025/INF.2, FCCC/SBI/2025/INF.3, FCCC/SBI/2025/INF.4, FCCC/SBI/2025/INF.5, FCCC/SBI/2025/INF.7 et FCCC/CP/2024/INF.3.



I. Budget-programme de l'exercice biennal 2026-2027

1. *Approuve* le budget-programme de l'exercice biennal 2026-2027, d'un montant de 81 516 062 euros, aux fins précisées dans le tableau 1 ;
2. *Prie* le secrétariat de continuer, dans l'exécution de son programme de travail pour l'exercice biennal 2026-2027, sur la base du budget-programme approuvé au paragraphe 1, d'allouer des ressources suffisantes aux organes constitués, afin de les aider à s'acquitter des mandats confiés par les organes directeurs et à exécuter intégralement leur programme de travail, aux activités liées à la transparence, notamment au cadre de transparence renforcé prévu par l'Accord de Paris, et aux activités relatives à l'adaptation, tout en continuant d'appliquer la méthode budgétaire établie, y compris pour tout nouveau mandat ;
3. *Prend note avec satisfaction* de la contribution annuelle de 766 938 euros au budget de base versée par le Gouvernement du pays hôte ;
4. *Approuve* pour le secrétariat, aux fins précisées dans le tableau 1, un tableau d'effectifs de 201 fonctionnaires émergeant au budget de base pour 2026-2027, dont la répartition devra refléter l'équilibre entre les lignes de crédit indiquées dans le tableau 1 ;
5. *Relève* que le budget-programme contient des éléments concernant à la fois la Convention et l'Accord de Paris, ainsi que le Protocole de Kyoto ;
6. *Adopte* le barème indicatif des contributions présenté en annexe ;
7. *Relève* que ledit barème couvre 98 % des contributions visées dans le tableau 1 ;
8. *Invite* la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à approuver, à sa vingtième session (novembre 2025), les éléments du budget approuvé qui s'appliquent au Protocole de Kyoto ;
9. *Invite également* l'Assemblée générale des Nations Unies à continuer de dégager des ressources de son budget ordinaire aux fins de la prestation de services de conférence ;
10. *Approuve* un budget conditionnel pour les services de conférence, d'un montant de 11 679 400 euros, qui viendra s'ajouter au budget-programme au cas où l'Assemblée générale ne prévoirait pas de ressources pour ces activités dans le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies (voir le tableau 2) ;
11. *Prie* le Secrétaire exécutif de faire rapport à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre sur les points mentionnés aux paragraphes 9 et 10, selon qu'il convient ;
12. *Autorise* le Secrétaire exécutif à opérer des transferts entre les principales lignes de crédit figurant dans le tableau 1, étant entendu que le total des sommes transférées ne devra pas dépasser 15 % du montant estimatif total des dépenses imputées sur ces lignes de crédit et que, pour chacune de ces lignes de crédit, la réduction ne devra pas être supérieure à 25 %, tout en veillant à ce que cela n'entrave pas la réalisation des activités relevant de chaque division ;
13. *Décide* de maintenir la réserve de trésorerie à un niveau correspondant à 8,3 % du montant estimatif des dépenses ;
14. *Prend note* du montant estimatif des ressources nécessaires, pour l'exercice biennal 2026-2027, au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention, soit 16,2 millions d'euros, et au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, soit 142 970 702 euros (voir les tableaux 3 et 4) ;
15. *Invite* les Parties à verser des contributions aux fonds d'affectation spéciale mentionnés au paragraphe 14 ci-dessus et *engage* le secrétariat à poursuivre ses efforts de collecte de fonds ;
16. *Affirme* l'urgence et l'importance de cette question et *réaffirme* sa décision selon laquelle les Parties s'efforceront d'approuver de futurs budgets de base comprenant toutes les activités des catégories 1 (essentielles) et 2 (à long terme ou récurrentes) qu'elle-même et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris ont prescrites ;

17. *Est consciente* des incidences financières de l'exécution du nombre croissant de mandats ;

18. *Rappelle* qu'elle a prié le secrétariat d'établir pour information des Parties, après chacune de ses sessions, un document présentant les activités prescrites à cette session et leurs incidences financières respectives³, et le *prie* d'établir des documents budgétaires plus clairs et transparents s'agissant des coûts totaux et des coûts des activités associées à chaque secteur d'activité ;

19. *Constate avec satisfaction* que le secrétariat s'est efforcé de prendre des mesures d'efficacité et de consulter sans délai les Parties aux fins de l'élaboration du budget-programme de l'exercice biennal 2026-2027 et le *prie* de redoubler d'efforts dans la recherche et la réalisation de gains d'efficacité ;

20. *Prie également* le Secrétaire exécutif de proposer à la Conférence des Parties, à sa trente et unième session (novembre 2026), tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme de l'exercice biennal 2026-2027, et d'étayer cette proposition par un rapport sur les recettes et l'exécution du budget pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2026 ;

Tableau 1

Budget de base pour 2026-2027 par ligne de crédit

(En euros)

	2026	2027	2026-2027
A. Crédits demandés			
Direction exécutive	2 436 641	2 436 641	4 873 281
Programmes	21 033 975	21 033 975	42 067 949
Coordination des programmes	367 270	367 270	734 540
Adaptation	4 651 553	4 651 553	9 303 106
Atténuation	3 051 034	3 051 034	6 102 068
Moyens de mise en œuvre	5 101 687	5 101 687	10 203 374
Transparence	7 862 430	7 862 430	15 724 861
Opérations^a	5 878 205	5 878 205	11 756 411
Dépenses à l'échelle du secrétariat ^b	1 898 325	1 898 325	3 796 650
Administration et opérations ^c	2 444 015	2 444 015	4 888 030
Affaires de la Conférence	1 535 866	1 535 866	3 071 731
Questions transversales	6 475 479	6 475 479	12 950 957
Affaires juridiques	1 374 067	1 374 067	2 748 133
Appui intergouvernemental et progrès collectifs	2 479 003	2 479 003	4 958 006
Communication et participation ^d	2 414 551	2 414 551	4 829 102
Mobilisation des ressources et partenariats	207 858	207 858	415 716
GIEC^e	244 755	244 755	489 510
Total des crédits demandés	36 069 054	36 069 054	72 138 108
B. Dépenses d'appui aux programmes ^f	4 688 977	4 688 977	9 377 954
Budget total	40 758 031	40 758 031	81 516 062
C. Ajustement de la réserve de trésorerie ^g	306 574	0	306 574
Contributions nécessaires (A+B+C)	41 064 605	40 758 031	81 822 636

³ Décision 20/CP.29, par. 13.

	2026	2027	2026-2027
Recettes			
Contribution du Gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Contributions de toutes les Parties	40 297 667	39 991 093	80 288 760
Total des recettes	41 064 605	40 758 031	81 822 636

^a La division Affaires juridiques et l'unité Mobilisation des ressources et partenariats faisaient partie de la division des Opérations dans le budget de base approuvé pour l'exercice biennal 2024-2025. Elles feront partie du groupe transversal de divisions et d'unités pour l'exercice biennal 2026-2027.

^b Les dépenses à l'échelle du secrétariat correspondent aux dépenses de personnel et aux moyens gérés par les services administratifs et les ressources humaines pour le compte de toutes les divisions.

^c Les services administratifs sont financés au titre des dépenses d'appui aux programmes ; les technologies de l'information et des communications le sont au titre du budget de base, du budget additionnel et du recouvrement des coûts. L'unité Ressources humaines ayant été transférée dans le groupe transversal de divisions et d'unités, la division Services administratifs, ressources humaines et technologies de l'information et des communications a été rebaptisée « Administration et opérations ».

^d Comprend l'appui au processus intergouvernemental dans le cadre du programme de travail renforcé de Lima relatif au genre et de l'Action pour l'autonomisation climatique.

^e Provision pour une subvention annuelle au GIEC.

^f Prélèvement uniforme de 13 % appliqué au titre de l'appui administratif.

^g Conformément aux procédures financières de la Conférence des Parties, le budget de base doit prévoir une réserve de trésorerie de l'ordre de 8,3 % du total des dépenses (un mois de frais de fonctionnement). La réserve de trésorerie s'élève à 3,4 millions d'euros pour 2026 et 2027.

Tableau 2

Ressources nécessaires au titre du budget conditionnel pour les services de conférence pour 2026-2027

(En euros)

Objet de dépense	2026	2027	Total 2026-2027
Interprétation	1 371,9	1 413,1	2 785,0
Documentation			
Traduction	1 452,8	1 496,3	2 949,1
Reproduction et distribution	1 641,9	1 691,1	3 333,0
Services d'appui aux réunions	234,7	241,8	476,5
Total partiel	4 701,3	4 842,3	9 543,6
Frais généraux	611,2	629,5	1 240,7
Réserve de trésorerie	440,9	454,2	895,1
Total	5 753,4	5 926,0	11 679,4

Tableau 3

Vue d'ensemble des projets et des besoins en financement dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires pour l'exercice biennal 2026-2027 (activités récurrentes ou à long terme (catégorie 2) et activités temporaires ou à court terme (catégorie 3))

[Anglais seulement]

<i>Division, project</i>	<i>Resource requirements for 2026–2027 (including programme support costs)</i>		
	<i>EUR^a</i>	<i>Professional level posts</i>	<i>General Service level posts</i>
Programmes Coordination	3 004 964	4.00	1.00
Enhancement of coordination and synergies in facilitating implementation of mandated activities and in collaborating with the wider United Nations system	1 133 639	2.00	–
Support for work related to just transition, including the United Arab Emirates just transition work programme	1 871 325	2.00	1.00
Adaptation	10 437 558	7.00	2.00
Development and enhancement of adaptation-related data portals	582 185	1.20	0.40
Support for the full extent of activities envisaged in the workplans of the AC, the FWG of the LCIPP, the LEG and the WIM Executive Committee	5 981 812	1.80	1.40
Support for the United Arab Emirates Framework for Global Climate Resilience, the NWP, the process to formulate and implement NAPs, and adaptation-related transparency provisions	3 760 561	4.00	0.20
Enhanced engagement with respect to climate change impacts, vulnerability and adaptation, including on anticipatory approaches and foresight to the attainment of long-term resilience	113 000	–	–
Mitigation	17 937 521	15.50	6.85
Facilitating enhanced mitigation ambition and implementation	5 092 659	3.00	0.60
Support for the full extent of activities on the impacts of the implementation of response measures, including for global dialogues and activities envisaged in the workplans of the forum and its Katowice Committee of Experts on the Impacts of the Implementation of Response Measures	2 023 902	2.00	0.25
Support for the operationalization of Article 6, paragraphs 2 and 8, of the Paris Agreement	10 820 959	10.50	6.00
Means of Implementation	9 739 316	7.00	1.00
Accelerating the implementation of NDCs and NAPs through the provision of integrated means of implementation	1 999 786	2.00	0.50
Strengthening the climate finance architecture	5 236 397	3.00	–
Support for the full extent of activities envisaged in the workplans of the PCCB, the SCF and the TEC	2 259 054	2.00	0.50
Support to the 2 nd periodic assessment of Technology Mechanism and the 3 rd independent review of CTCN	244 080	–	–
Transparency	20 729 474	17.00	7.00
Development of the information hub and related reporting and review systems and tools used under the ETF and streamlining of the existing data management and tools used under the current transparency arrangements	6 987 868	2.40	1.25
Extensive support to developing countries to implement MRV and ETF, including through the work of the CGE	3 769 937	3.00	1.75
Support for the technical reviews of national reports under the ETF and MRV processes	8 437 255	9.35	2.90

<i>Division, project</i>	<i>Resource requirements for 2026–2027 (including programme support costs)</i>		
	<i>EUR^a</i>	<i>Professional level posts</i>	<i>General Service level posts</i>
Supporting activities relating to agriculture, forestry and other land use: reducing emissions from deforestation and forest degradation, enhancement of forest carbon sinks, sustainable management of forests, and issues relating to agriculture	1 534 414	2.25	1.10
Conference Affairs	4 032 405	5.00	5.00
A more efficient and Inclusive COP	4 032 405	5.00	5.00
Legal Affairs	1 153 948	1.00	2.00
Comprehensive provision of institutional and general legal review and advice with respect to all activities and operations of the secretariat	254 612	–	1.00
Comprehensive support for the full extent of activities of the compliance committees under the Kyoto Protocol and the Paris Agreement	842 836	1.00	1.00
Enhancing the capacity of young negotiators, presiding officers, secretariat staff, observer organizations, policymakers and legislators to actively engage in the UNFCCC process and implement international climate commitments	56 500	–	–
Intergovernmental Support and Collective Progress	2 674 385	6.00	2.00
Enhancement of coordination and operational support for presiding officers and negotiators	1 460 322	3.00	2.00
Support for the global stocktake, consideration of research and systematic observation, science, enhanced collaboration with the IPCC and enhanced ocean-based climate action	1 214 063	3.00	–
Communications and Engagement	5 152 713	11.00	1.50
Facilitation of the effective participation of observer organizations and other non-Party stakeholders in established UNFCCC processes	784 220	2.00	–
Promoting achievements in the UNFCCC process and catalytic global climate action through communications activities and multilingual outreach via the UNFCCC website, mobile app and social media channels, and digital access for inclusive global engagement	806 481	1.00	–
Support for work related to ACE, youth engagement including support to the Presidency youth climate champion, and gender, including enhancing inclusive stakeholder engagement	3 562 012	8.00	1.50
Total	74 862 283	73.50	28.35

^a Gross requirements, excluding any unspent balances that may be available at the beginning of the biennium.

Tableau 4

Vue d'ensemble des projets et des besoins en financement dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires pour l'exercice biennal 2026-2027 (activités complémentaires qui sont utiles pour atteindre les buts et objectifs de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris (catégorie 4))

[Anglais seulement]

Division, project	Resource requirements for 2026–2027 (including programme support costs)		
	EUR ^a	Professional level posts	General Service level posts
Executive	2 197 172	3.00	–
Advancing the UNFCCC secretariat's delivery and organizational culture for greater impact	1 254 752	3.00	–
Engagement by the Executive Secretary and Deputy Executive Secretary in United Nations-wide management and coordination activities	942 420	–	–
Adaptation	2 384 817	2.00	–
Enhanced engagement with respect to climate change impacts, vulnerability and adaptation, including on anticipatory approaches and foresight to the attainment of long-term resilience	2 384 817	2.00	–
Mitigation	18 299 644	20.50	3.15
Facilitating enhanced mitigation ambition and implementation	2 757 910	2.50	0.15
Unlocking transformative climate solutions in collaboration with Parties and non-State actors	15 541 734	18.00	3.00
Means of Implementation	2 114 411	3.00	1.00
Accelerating the implementation of NDCs and NAPs through the provision of integrated means of implementation	2 114 411	3.00	1.00
Transparency	15 618 942	12.00	5.00
Additional support and enhanced engagement for the development and implementation of the ETF	2 935 066	1.80	0.90
Extensive support to developing countries to implement MRV and ETF, including through the work of the CGE	5 094 932	3.20	2.10
Participation in climate action globally is enabled, enhanced and recognized through the GCA portal	7 588 945	7.00	2.00
Operations Coordination	1 874 974	2.75	1.00
Enhanced digital access to UNFCCC archives	990 492	1.00	1.00
Integration and harmonization of the UNFCCC administrative process to adapt to new mandates that transition from negotiations of the Paris Agreement rule book to operationalization of the Paris Agreement	884 483	1.75	–
Administration and Operations	2 709 669	–	–
Enhanced capacity for conferences and workshops (provision of conference and workshop support, specialized licenses, networking equipment and its peripherals, laptops/monitors and its peripherals)	111 870	–	–
Enhancement and modernization of infrastructure, networks and end-user equipment and productivity tools	1 563 567	–	–
Enhancement and modernization of platforms and strengthening security of infrastructure and platforms	1 034 233	–	–
Legal Affairs	2 512 869	4.00	–
Comprehensive support for the full extent of activities of the compliance committees under the Kyoto Protocol and the Paris Agreement	866 755	2.00	–

Division, project	Resource requirements for 2026–2027 (including programme support costs)		
	EUR ^a	Professional level posts	General Service level posts
Enhancing the capacity of young negotiators, presiding officers, secretariat staff, observer organizations, policymakers and legislators to actively engage in the UNFCCC process and implement international climate commitments	923 637	–	–
Comprehensive provision of institutional and general legal review and advice with respect to all activities and operations of the secretariat	722 477	2.00	–
Intergovernmental Support and Collective Progress	192 326	–	–
Strengthening engagement with Parties, observer States and negotiating groups on issues related to the intergovernmental process globally and regionally	192 326	–	–
Communications and Engagement	18 413 199	33.00	6.50
Facilitation of the effective participation of observer organizations and other non-Party stakeholders in established UNFCCC processes	2 157 462	4.00	2.00
Enhancing the effectiveness and impact of collaborative climate action through mobilizing non-Party stakeholder engagement in the UNFCCC process and administering the Marrakech Partnership for Global Climate Action	2 472 702	6.00	2.00
Comprehensive support for work related to ACE, youth engagement, including support to the Presidency youth climate champion, and gender including enhancing inclusive stakeholder engagement	3 130 298	5.00	0.50
Mobilization for climate action, in particular through the creative and community sectors	3 820 267	5.00	2.00
Promoting achievements in the UNFCCC process and catalytic global climate action through communications activities and multilingual outreach via the UNFCCC website, mobile app and social media, and digital access for inclusive global engagement	6 832 470	13.00	–
Resource Mobilization and Partnership	1 790 395	3.00	1.00
Support for partnerships for transformative climate action	1 790 395	3.00	1.00
Total	68 108 419	83.25	17.65

^a Gross requirements, excluding any unspent balances that may be available at the beginning of the biennium.

II. Exécution du budget de l'exercice biennal 2024-2025

21. *Prend note* des renseignements figurant dans les documents sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 2024-2025⁴, du programme de travail actualisé du secrétariat pour l'exercice biennal 2024-2025⁵ et de l'état des contributions et des droits au 30 mai 2025⁶ ;
22. *Relève* que les renseignements de fond figurant dans les documents établis par le secrétariat ne représentent pas nécessairement les vues ou les interprétations des Parties ;
23. *Exprime sa gratitude* aux Parties qui ont versé dans les délais prévus leurs contributions au budget de base ;

⁴ FCCC/SBI/2025/4 et Add.1.

⁵ FCCC/SBI/2025/INF.2.

⁶ FCCC/SBI/2025/INF.7.

24. *Se déclare préoccupée* par le montant élevé des contributions au budget de base non acquittées⁷, ce qui a entraîné des difficultés de trésorerie et entravé la bonne marche des activités ;
25. *Prie avec insistance* les Parties qui n'ont pas acquitté en totalité leurs contributions au budget de base pour les exercices biennaux en cours ou précédents de le faire sans retard ;
26. *Exprime sa gratitude* aux Parties pour leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention et au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, y compris celles de leurs contributions qui permettent une plus grande souplesse dans l'allocation des ressources ;
27. *Exprime de nouveau sa gratitude* au Gouvernement allemand pour la contribution spéciale de 1 789 522 euros qu'il verse en tant que Gouvernement du pays hôte du secrétariat et pour la contribution ponctuelle supplémentaire de 1 640 000 euros qu'il a versée ;
28. *Prie* le Secrétaire exécutif de prendre de nouvelles mesures pour réduire le montant des contributions non acquittées par les Parties ;

III. Autres questions financières et budgétaires

29. *Prend note* des renseignements figurant dans les documents que le secrétariat a établis sur d'autres questions financières et budgétaires⁸ ;
30. *Relève* que les renseignements de fond figurant dans les documents établis par le secrétariat ne représentent pas nécessairement les vues ou les interprétations des Parties ;
31. *Décide* que le barème des contributions présenté en annexe est également applicable à l'année 2025, ledit barème couvrant 92 % des contributions indiquées au tableau 1 de la décision 19/CP.28⁹ ;
32. *Prie* le secrétariat de continuer d'appliquer les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans les délais prévus ;
33. *Prie également* le secrétariat de prendre les mesures nécessaires pour tendre vers une représentation géographique équitable à tous les niveaux des effectifs, conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies¹⁰, consciente que l'équilibre régional contribue de manière significative à l'inclusivité, à l'efficacité et à la légitimité de son travail ;
34. *Prie en outre* le secrétariat de lancer une version en langue arabe du site Web de la Convention, conformément au principe de l'égalité de traitement des six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies ;
35. *Se félicite* de la publication en temps voulu du budget-programme de l'exercice biennal 2026-2027¹¹ ;
36. *Constata avec préoccupation* que certains des documents relatifs aux questions administratives, financières et institutionnelles établis pour la soixante-deuxième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre n'ont pas été mis à disposition en temps voulu, et *prie de nouveau*¹² le secrétariat de publier les documents en temps voulu, au moins quatre semaines avant l'ouverture de chaque session ;

⁷ FCCC/SBI/2025/INF.7.

⁸ FCCC/SBI/2025/INF.1/Rev.1, FCCC/SBI/2025/3, FCCC/SBI/2025/INF.4, FCCC/SBI/2025/INF.5 et FCCC/CP/2024/INF.3.

⁹ Le secrétariat informera chaque Partie de toute modification de l'état des contributions résultant de l'adoption du barème révisé. Tout trop-perçu résultant de la révision du barème pour l'année 2025 sera comptabilisé comme une avance sur les contributions futures de la Partie concernée au budget de base.

¹⁰ Disponibles à l'adresse suivante : <https://digitallibrary.un.org/record/3930354>.

¹¹ FCCC/SBI/2025/8.

¹² Décision 20/CP.29, par. 14.

37. *Prend note* de l'estimation des incidences budgétaires de l'exécution par le secrétariat des activités mentionnées aux paragraphes 33 et 34 ci-dessus ;

38. *Demande* que les activités du secrétariat prévues dans la présente décision soient exécutées sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

Annexe

Barème indicatif des contributions des Parties à la Convention pour 2026-2027

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU pour 2025-2027 (%)</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris (2026-2027) (%)</i>
Afghanistan	0,005	0,005
Afrique du Sud	0,251	0,245
Albanie	0,010	0,010
Algérie	0,087	0,085
Allemagne	5,692	5,549
Andorre	0,004	0,004
Angola	0,010	0,010
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,002
Arabie saoudite	1,217	1,186
Argentine	0,490	0,478
Arménie	0,007	0,007
Australie	2,040	1,989
Autriche	0,626	0,610
Azerbaïdjan	0,034	0,033
Bahamas	0,015	0,015
Bahreïn	0,050	0,049
Bangladesh	0,010	0,010
Barbade	0,007	0,007
Bélarus	0,043	0,042
Belgique	0,773	0,754
Belize	0,001	0,001
Bénin	0,005	0,005
Bhoutan	0,001	0,001
Bolivie (État plurinational de)	0,018	0,018
Bosnie-Herzégovine	0,014	0,014
Botswana	0,013	0,013
Brésil	1,411	1,376
Brunéi Darussalam	0,019	0,019
Bulgarie	0,071	0,069
Burkina Faso	0,005	0,005
Burundi	0,001	0,001
Cabo Verde	0,001	0,001
Cambodge	0,008	0,008
Cameroun	0,014	0,014
Canada	2,543	2,479
Chili	0,374	0,365
Chine	20,004	19,501
Chypre	0,035	0,034
Colombie	0,197	0,192

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU pour 2025-2027 (%)</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris (2026-2027) (%)</i>
Comores	0,001	0,001
Congo	0,005	0,005
Costa Rica	0,063	0,061
Côte d'Ivoire	0,024	0,023
Croatie	0,088	0,086
Cuba	0,122	0,119
Danemark	0,531	0,518
Djibouti	0,002	0,002
Dominique	0,001	0,001
Égypte	0,182	0,177
El Salvador	0,013	0,013
Émirats arabes unis	0,574	0,560
Équateur	0,065	0,063
Érythrée	0,001	0,001
Espagne	1,895	1,847
Estonie	0,045	0,044
Eswatini	0,002	0,002
État de Palestine	-	0,011
États-Unis d'Amérique	22,000	21,447
Éthiopie	0,010	0,010
Fédération de Russie	2,094	2,041
Fidji	0,003	0,003
Finlande	0,386	0,376
France	3,858	3,761
Gabon	0,011	0,011
Gambie	0,001	0,001
Géorgie	0,009	0,009
Ghana	0,025	0,024
Grèce	0,280	0,273
Grenade	0,001	0,001
Guatemala	0,046	0,045
Guinée	0,004	0,004
Guinée équatoriale	0,008	0,008
Guinée-Bissau	0,001	0,001
Guyana	0,011	0,011
Haïti	0,006	0,006
Honduras	0,010	0,010
Hongrie	0,223	0,217
Îles Cook	-	0,001
Îles Marshall	0,001	0,001
Îles Salomon	0,001	0,001
Inde	1,106	1,078
Indonésie	0,579	0,564
Iran (République islamique d')	0,386	0,376
Iraq	0,131	0,128

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU pour 2025-2027 (%)</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris (2026-2027) (%)</i>
Irlande	0,472	0,460
Islande	0,035	0,034
Israël	0,609	0,594
Italie	2,813	2,742
Jamaïque	0,007	0,007
Japon	6,930	6,756
Jordanie	0,021	0,020
Kazakhstan	0,131	0,128
Kenya	0,037	0,036
Kirghizistan	0,003	0,003
Kiribati	0,001	0,001
Koweït	0,222	0,216
Lesotho	0,001	0,001
Lettonie	0,050	0,049
Liban	0,022	0,021
Libéria	0,001	0,001
Libye	0,040	0,039
Liechtenstein	0,009	0,009
Lituanie	0,081	0,079
Luxembourg	0,073	0,071
Macédoine du Nord	0,008	0,008
Madagascar	0,004	0,004
Malaisie	0,326	0,318
Malawi	0,003	0,003
Maldives	0,004	0,004
Mali	0,005	0,005
Malte	0,020	0,019
Maroc	0,059	0,058
Maurice	0,010	0,010
Mauritanie	0,003	0,003
Mexique	1,137	1,108
Micronésie (États fédérés de)	0,001	0,001
Monaco	0,011	0,011
Mongolie	0,004	0,004
Monténégro	0,004	0,004
Mozambique	0,002	0,002
Myanmar	0,010	0,010
Namibie	0,007	0,007
Nauru	0,001	0,001
Népal	0,010	0,010
Nicaragua	0,004	0,004
Niger	0,004	0,004
Nigéria	0,150	0,146
Nioué	-	0,001
Norvège	0,653	0,637

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU pour 2025-2027 (%)</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris (2026-2027) (%)</i>
Nouvelle-Zélande	0,302	0,294
Oman	0,115	0,112
Ouganda	0,010	0,010
Ouzbékistan	0,024	0,023
Pakistan	0,123	0,120
Palaos	0,001	0,001
Panama	0,086	0,084
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,009	0,009
Paraguay	0,023	0,022
Pays-Bas (Royaume des)	1,298	1,265
Pérou	0,145	0,141
Philippines	0,198	0,193
Pologne	0,831	0,810
Portugal	0,328	0,320
Qatar	0,245	0,239
République arabe syrienne	0,006	0,006
République centrafricaine	0,001	0,001
République de Corée	2,349	2,290
République de Moldova	0,006	0,006
République démocratique du Congo	0,010	0,010
République démocratique populaire lao	0,006	0,006
République dominicaine	0,069	0,067
République populaire démocratique de Corée	0,005	0,005
République-Unie de Tanzanie	0,010	0,010
Roumanie	0,358	0,349
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3,991	3,891
Rwanda	0,003	0,003
Sainte-Lucie	0,002	0,002
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001
Saint-Marin	0,002	0,002
Saint-Siège	-	0,001
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001
Samoa	0,001	0,001
Sao Tomé-et-Principe	0,001	0,001
Sénégal	0,007	0,007
Serbie	0,040	0,039
Seychelles	0,002	0,002
Sierra Leone	0,001	0,001
Singapour	0,479	0,467
Slovaquie	0,149	0,145
Slovénie	0,077	0,075
Somalie	0,002	0,002
Soudan	0,008	0,008
Soudan du Sud	0,005	0,005

<i>Partie</i>	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU pour 2025-2027 (%)</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris (2026-2027) (%)</i>
Sri Lanka	0,038	0,037
Suède	0,822	0,801
Suisse	1,029	1,003
Suriname	0,002	0,002
Tadjikistan	0,003	0,003
Tchad	0,005	0,005
Tchéquie	0,344	0,335
Thaïlande	0,341	0,332
Timor-Leste	0,001	0,001
Togo	0,002	0,002
Tonga	0,001	0,001
Trinité-et-Tobago	0,033	0,032
Tunisie	0,018	0,018
Türkiye	0,685	0,668
Turkménistan	0,036	0,035
Tuvalu	0,001	0,001
Ukraine	0,074	0,072
Union européenne	-	2,500
Uruguay	0,079	0,077
Vanuatu	0,001	0,001
Venezuela (République bolivarienne du)	0,069	0,067
Viet Nam	0,159	0,155
Yémen	0,003	0,003
Zambie	0,006	0,006
Zimbabwe	0,007	0,007

Notes : 1) Tous les pourcentages du barème indicatif révisé des contributions des Parties à la Convention sont présentés avec 3 décimales ; 2) les Îles Cook, l'Union européenne, le Saint-Siège, Nioué et l'État de Palestine sont Parties à la Convention mais ne sont pas des États Membres de l'Organisation des Nations Unies.